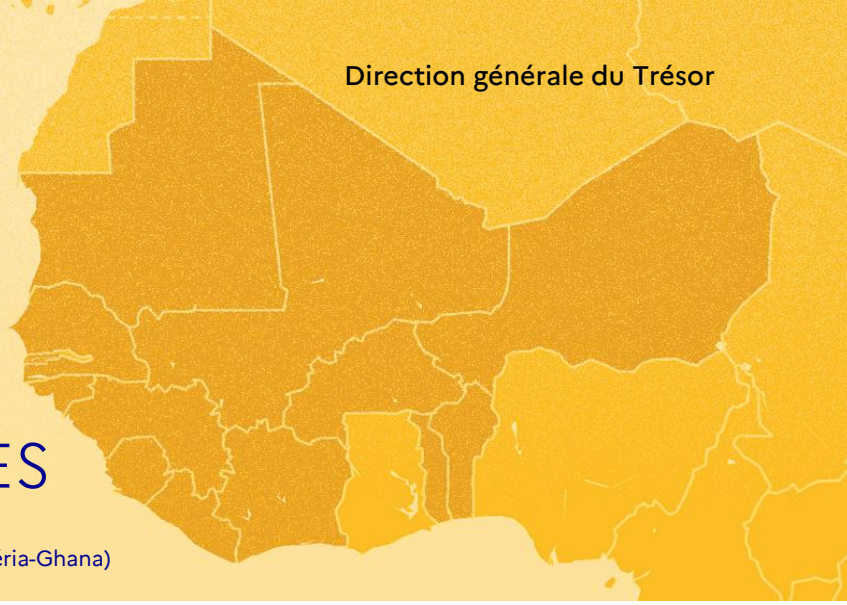
MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES
# Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°651 – 13 novembre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

## Bénin

### 30 M EUR mobilisés pour quatre centrales solaires

Le 29 octobre 2026, la Société financière internationale (IFC), filiale du Groupe de la Banque mondiale, et Proparco, filiale de l'Agence française de développement, ont annoncé la signature des accords de financement à hauteur de 30 M EUR au total en faveur du projet solaire IPP50, développé par le groupe malgache AXIAN en partenariat avec Sika Capital, véhicule d'investissement détenu conjointement par la Caisse des dépôts et consignations du Bénin et Egnon Consulting. D'un coût total estimé à 45 M EUR, le projet vise la construction de quatre centrales photovoltaïques, situées à Natitingou, Djougou, Parakou et Bohicon, pour une capacité cumulée de 62 MW et une mise en service commerciale prévue au premier trimestre 2028. L'électricité sera vendue à la Société béninoise de production d'électricité (SBPE), dans le cadre de contrats d'achat de long terme. La concession est accordée pour vingt ans. Le projet constitue le premier investissement d'un producteur indépendant d'électricité (IPP) dans le pays.

### Les services du FMI achèvent leur mission au titre de l'article IV

Le 6 novembre 2026, les services du FMI ont achevé leur mission au titre de l'article IV au Bénin. Les services ont ainsi confirmé la bonne tenue de l'économie béninoise, avec une croissance du PIB réel de 8,2 % en glissement annuel au premier semestre 2026. Le FMI prévoit toutefois un ralentissement pour l'ensemble de l'année, avec une croissance de 7,8 % en 2026 et autour de 7 % en 2027, contre 8,1 % en 2025. Les perspectives économiques sont notamment soutenues par les progrès dans la transformation des matières premières agricoles, le développement des zones économiques spéciales et les réformes en cours. Sur le plan budgétaire, le déficit public est estimé à 2,3 % du PIB en 2025 et devrait rester à ce niveau en 2026, puis remonter à 2,9 % en 2027, en dessous du plafond communautaire de 3 %. Le FMI identifie néanmoins plusieurs risques, entre autres : la volatilité des prix des matières premières, le durcissement des conditions financières internationales et la dégradation de l'environnement sécuritaire régional.

Le chiffre à retenir

**58 Md EUR**

Le coût total de la Politique intégrée des ressources minérales et de l'énergie (PIRME) 2025-2040 de la Côte d'Ivoire

## Burkina Faso

### Accord au niveau des services du FMI sur la 6e revue FEC et la 2e revue FRD

Le 4 novembre 2026, les services du FMI et les autorités burkinabè sont parvenus à un accord sur la 6e revue du programme soutenu par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) et la 2e revue de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité



(FRD). Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, ces revues pourraient débloquer environ 64,6 M DTS (78,7 M USD), dont 48,2 M DTS (58,7 M USD) au titre de la FEC et 16,4 M DTS (20 M USD) au titre de la FRD. La mise en œuvre du programme est jugée satisfaisante. La croissance économique est projetée à 4,4 % en 2026 et à 4,8 % en 2027, portée par l'activité aurifère et la résilience du secteur agricole.

### Hausse de la production de la mine d'or d'Essakane

Le 5 novembre 2026, la société minière canadienne IAMGOLD a annoncé une production de 110,5 K onces d'or (3,4 t) au 3e trimestre 2026 au sein de la mine d'Essakane, au Burkina Faso. Sur les neuf premiers mois de 2026, la production totale s'établit à 326,4 K onces (10,2 t), soit une progression de 12,9 % en glissement annuel. Pour l'ensemble de l'année 2026, IAMGOLD prévoit une production comprise entre 400 K et 440 K onces (12,4 à 13,7 t)

## Cap-Vert

### Le FMI achève sa mission d'évaluation des programmes FEC et FRD

Le 6 novembre 2026, le FMI a annoncé la conclusion de sa mission au Cap-Vert, consacrée aux 8ème et 9ème revues du programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) et aux 4ème et 5ème revues de l'accord au titre du Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). A l'issue des discussions, le FMI a salué la résilience de l'économie cap-verdienne avec une croissance du PIB réel de 7,6% au 1er semestre 2026, portée notamment par la demande intérieure et le tourisme. L'inflation est restée contenue à 1,5% en moyenne jusqu'en septembre, tandis que les réserves internationales ont atteint environ 1,2 Md EUR à fin octobre, représentant plus de 7 mois d'importations prospectives. Pour rappel, les deux programmes représentent un volume total de financements de 104,2 M USD, dont 71,6 M USD au titre de la FEC et de 32,6 M USD au titre de la FRD. Leur finalisation nécessite toutefois des travaux techniques complémentaires, conduisant les autorités à solliciter une prolongation de trois mois, jusqu'en mars 2027. Les décaissements attendus restent soumis à l'achèvement des revues et à leur approbation par le Conseil d'administration du FMI.

## Côte d'Ivoire

### Présentation de la nouvelle politique minière et énergétique du gouvernement

Le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie a présenté le 9 novembre 2026 la Politique intégrée des ressources minérales et de l'énergie (PIRME) 2025-2040. D'un coût estimé à 38 000 Md FCFA (environ 58 Md EUR), dont 88 % serait financé par le secteur privé et 12 % par le secteur public, ce plan vise notamment à doubler la contribution des mines, des hydrocarbures et de l'énergie au PIB, de 7 % en 2025 à environ 14 % à l'horizon 2040. Dans le secteur électrique, le gouvernement ambitionne ainsi de porter la puissance installée de 3 337 MW en 2026 à 11 400 MW d'ici 2040, avec une part d'énergies renouvelables d'au moins 45 % dès 2030. La PIRME fixe également des objectifs de production de 500 K barils de pétrole par jour et de 150 tonnes d'or affiné par an, et prévoit en ce sens plusieurs projets d'infrastructures, dont un port minéralier et une seconde raffinerie à San Pedro, ainsi que 474 km de voies ferrées dédiées au transport des minerais.



### Inauguration de la centrale d'Atinkou

Le 6 novembre 2026, la Côte d'Ivoire a inauguré la centrale thermique à cycle combiné d'Atinkou, à Taboth, dans le département de Jacqueville (au Sud du pays). D'une capacité de 390 MW, l'installation porte la puissance électrique installée du pays à 3 337 MW et devrait produire 2 875 GWh par an. L'électricité sera acheminée vers le réseau national par une ligne de transport de 400 kV. D'un coût total de 404 M EUR, le projet a été financé par un consortium composé notamment de la Banque africaine de développement (BAfD), de la Société financière internationale (IFC), de l'Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF), du Fonds OPEP pour le développement international, et de trois institutions de financement du développement (IFD) européennes : la Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft (DEG), la Société néerlandaise de financement du développement (FMO) et Proparco. La technologie retenue vise à améliorer l'efficacité de la production au gaz et à réduire son empreinte carbone.

## Gambie

### La SFI accorde un prêt de 800 K USD à Salam Financial Services pour soutenir les PME et entrepreneurs

La Société financière internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, a annoncé le 10 novembre 2026, l'octroi d'un prêt senior pouvant atteindre l'équivalent de 800 K USD en monnaie locale à l'institution gambienne de microfinance Salam Financial Services. L'opération prévoit la possibilité de mobiliser jusqu'à 1,2 M USD supplémentaires auprès d'autres prêteurs pour la microfinance. Cette enveloppe vise à élargir l'accès au financement des PME, des entreprises informelles et des ménages à faibles revenus en Gambie. La moitié des ressources mobilisées sera consacrée aux entreprises détenues ou dirigées par des femmes.

### Le gouvernement valide un programme de 60 M USD pour stimuler l'emploi et réduire la pauvreté

Les autorités gambiennes ont organisé, les 11 et 12 novembre 2026, un atelier de validation nationale d'un Programme public pour l'emploi (PEPP), doté d'une enveloppe prévisionnelle de 60 M USD. Cette initiative vise à favoriser la création d'emplois décents, à améliorer les conditions de vie des populations et à contribuer à la réduction de la pauvreté. Le programme, élaboré avec l'appui technique de l'Organisation internationale du travail (OIT), prévoit de mobiliser les investissements publics et privés autour de secteurs à fort potentiel de création d'emplois, notamment le tourisme, l'agriculture et les activités liées au climat. Il accorde une attention particulière aux jeunes, aux femmes et aux groupes vulnérables. La validation du programme a réuni les pouvoirs publics, les organisations patronales et syndicales, le secteur privé ainsi que les partenaires au développement. Les discussions ont porté notamment sur les priorités stratégiques, les mécanismes de financement et les modalités de mise en œuvre du programme.

## Guinée

### Signature d'un accord avec la SFI pour renforcer la mobilisation des investissements privés à travers les PPP

Le 10 novembre 2026, le gouvernement guinéen et la Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, ont signé un accord de coopération visant à accélérer le financement des projets structurants du programme Simandou 2040 à travers les partenariats public-privé (PPP). Cet accord porte sur cinq secteurs prioritaires : l'énergie, les infrastructures, les transports, les



télécommunications et l'assainissement. L'IFC apportera son expertise dans l'identification, la structuration et la préparation des projets afin de les rendre plus attractifs pour les investisseurs privés, tout en renforçant les compétences des administrations guinéennes. Avec des investissements estimés à plus de 200 Md USD, dont environ 70 % devraient provenir du secteur privé selon les autorités, le recours aux PPP devra permettre d'accélérer le développement des infrastructures tout en préservant les équilibres budgétaires. Une première liste de projets aurait déjà été identifiée.

### 1ère édition du Simandou Mining Summit 2026

Le 11 novembre 2026, le Président guinéen a lancé la première édition du Simandou Mining Summit, réunissant investisseurs internationaux et acteurs du secteur minier. L'objectif est de renforcer l'attractivité du pays et de faire des ressources minières un levier pour la diversification et la transformation économique. Cette ambition s'inscrit dans le programme Simandou 2040, qui prévoit plus de 200 Md USD d'investissements à travers 122 mégaprojets et 36 réformes structurelles, notamment dans les transports, l'énergie, l'agriculture et l'industrie. Le Chef de l'État a notamment insisté sur la transformation locale des ressources, le développement du contenu local, le transfert de compétences et la création d'emplois. Parmi les ambitions annoncées figurent la construction d'une aciérie et le développement de capacités nationales de transformation de la bauxite en alumine. La réussite du programme Simandou 2040 dépendra de la capacité du pays à mobiliser les financements privés, garantir un environnement des affaires stable et redistribuer durablement les retombées de la croissance minière au reste de l'économie nationale.

## Guinée-Bissau

### Mission d'évaluation du portefeuille de la BAfD et préparation d'une nouvelle stratégie de coopération

Le 12 novembre 2026, une mission de la Banque africaine de développement (BAfD) a rencontré les autorités bissau-guinéennes afin d'évaluer la mise en œuvre de sa stratégie de coopération 2022-2026, arrivant à échéance en décembre. Le portefeuille de la Banque comprend 14 projets en cours, pour un montant total estimé à 235 M USD. Les financements couvrent principalement les transports, l'agriculture, l'énergie, les secteurs sociaux et la gouvernance. La mission prévoit des consultations avec les autorités, le secteur privé et la société civile afin d'évaluer l'exécution des projets et de définir les priorités futures. Selon le ministre de l'Economie bissau-guinéen, la BAfD envisagerait de prolonger sa coopération jusqu'en 2028. Les échanges ont notamment porté sur les routes Farim-Tanaf et Boké-Quebo, ainsi que sur un projet de barrage hydroélectrique à Saltinho.

## Libéria

### Le gouvernement soumet au Parlement le projet de budget 2027

Le 6 novembre 2026, le ministre chargé des Finances a soumis au Parlement le projet de budget national pour l'exercice 2027, d'un montant de 1,5 Md USD, en progression de 16,9 % par rapport au budget approuvé pour 2026. Les ressources reposeraient principalement sur 1,4 Md USD de recettes intérieures prévues, complétées par 92 M USD de financements extérieurs (40 M USD de de la Banque mondiale, 20 M USD de l'Union européenne, 20 M USD du FMI et 12 M USD de la Banque africaine de développement (BAfD). Les dépenses ciblent notamment la santé,



l'éducation, les infrastructures, la jeunesse et la protection sociale.

# Mali

## La reprise s'accélère à Loulo-Gounkoto

Le 9 novembre 2026, la société minière canadienne Barrick Mining a annoncé une production de 128 K onces d'or (4 tonnes) au 3e trimestre 2026, après 109 K onces (3,4 t) au 2e trimestre et 80 K onces (2,5 t) au 1er trimestre. La production cumulée atteint ainsi 317 K onces (9,9 t) sur les neuf premiers mois de l'année. Pour rappel, les opérations du complexe avaient été suspendues en janvier 2025, en raison d'un différend entre Barrick et les autorités maliennes portant notamment sur l'application du nouveau Code minier adopté en 2023. Après plusieurs mois de blocage, un accord conclu en novembre 2025 a permis au groupe de reprendre le contrôle opérationnel du site dès décembre. Si la reprise de la production se confirme progressivement, les volumes restent toutefois inférieurs à ceux enregistrés avant la suspension. En 2024, Loulo-Gounkoto avait produit 723 K onces (22,5 t), ce qui en faisait le premier complexe aurifère industriel du Mali et l'une des principales mines aurifères du continent. Pour 2026, Barrick anticipe une production comprise entre 325 K et 362,5 K onces (10,1 - 11,3 t).

## Baisse de la production d'or à Fekola

Selon son rapport trimestriel publié le 4 novembre 2026, la société canadienne B2Gold a annoncé une production totale de 312 K onces d'or (9,7 t) sur les neufs premiers mois de 2026 pour sa mine d'or de Fekola, contre 367 K onces (11,4 t) sur la même période en 2025. Selon la société, ce recul s'explique principalement par le lancement de la campagne de décapage des roches stériles, destinée à accéder aux futurs gisements de minerai. Cette opération mobilise les capacités d'extraction sans contribuer directement à la production d'or à court terme et devrait se poursuivre pendant la majeure partie de 2027. Les prévisions de production du complexe de Fekola pour 2026 sont comprises entre 390 K onces et 420 K onces (12,1 t – 13,1 t).

# Mauritanie

## La dette publique devrait atteindre 4,9 Md EUR fin 2026

Selon l'annexe « dette financière » du projet de loi de finances 2027, la dette publique mauritanienne devrait s'établir à 219,3 Md MRU (4,9 Md EUR) au 31 décembre 2026. Elle serait majoritairement constituée par la dette extérieure et contractée à des conditions concessionnelles. Les créanciers multilatéraux représentent 52,3 % de l'encours total, suivi des créanciers bilatéraux avec une part de 35,9 %. Trois bailleurs concentrent près de la moitié de la dette publique : le Fonds arabe pour le développement économique et social (25 %), le Fonds saoudien pour le développement (13 %) et la Banque mondiale (12,2 %). Pour rappel, le budget 2027 prévoit un excédent de 6,2 Md MRU (137 M EUR), soit 1 % du PIB.

# Niger

## Inflation à 3,3 % en g.a. en octobre 2026

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation au Niger s'est établi à +3,3 % en glissement annuel (g.a) en octobre 2026, contre +1,3 % le mois précédent. A noter que l'inflation mesurée par l'INS était négative entre avril 2025 et août 2026. La hausse du niveau général des prix en octobre s'expliquerait essentiellement par la hausse observée dans les divisions "Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (+14,3 % en g.a), "Assurances et services financiers" (+10,4 % en g.a) et " Produits alimentaires et boissons non alcoolisées"



(+6,2 % en g.a). Toutefois, il convient de relever la baisse significative des prix dans la division "Information et communication" (-8,3 % en g.a) et "Loisirs, sport et culture" (-3,8 % en g.a). Selon l'origine, les produits locaux ont augmenté de 5,7 % tandis que les produits importés ont reculé de 0,5 % en g.a.

# Sénégal

## Le groupe EDK lance un emprunt obligataire de 45,7 M EUR

Le 10 novembre 2026, le groupe sénégalais EDK a annoncé le lancement d'un emprunt obligataire par appel public à l'épargne, portant sur un montant de 30 Md FCFA (45,7 M EUR). Dénommée "EDK 7,50% 2026-2033" l'opération, ouverte du 10 au 30 novembre, est assortie d'un taux d'intérêt annuel de 7,5% sur une maturité de 7 ans, avec un différé de remboursement du capital de deux ans. Structurée par Matha Securities, en qualité d'arrangeur et chef et file, aux côtés de CGF Bourse et MNS Capital, l'émission bénéficie d'une garantie couvrant 100% du principal et des intérêts. Celle-ci est apportée à hauteur de 66,67% par le Fonds de solidarité africain (FSA) et 33,33% par le Fonds africain de garantie et de coopération économique (FAGACE). Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme d'investissement du groupe, destiné à soutenir son expansion et à consolider sa présence dans ses différents secteurs d'activité. Les fonds mobilisés serviront notamment à financer la construction de la nouvelle usine TEFESS Industrie, spécialisée dans la production d'aliments pour le bétail et la volaille, le développement du réseau de stations-service EDK Oil, l'expansion des activités de restauration et de distribution, ainsi que la modernisation des solutions de paiement de sa filiale QuickPay.

## ICS annonce son entrée prochaine sur le marché des engrais organiques

Le 4 novembre 2026, le Directeur général des Industries chimiques du Sénégal (ICS), filiale du groupe indien Indorama, a annoncé le lancement prochain de la commercialisation d'engrais organiques, après deux années d'expérimentation menées en partenariat avec l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA). La mise sur marché de ces nouveaux produits pourrait intervenir dès la prochaine compagne agricole, en complément de la gamme actuelle d'engrais minéraux (NPK). Leader dans la production d'engrais chimiques en Afrique de l'ouest, l'entreprise entend ainsi diversifier son offre de fertilisants et renforcer son positionnement sur le marché des intrants agricoles.

# Sierra Leone

## Conclusion d'une mission du FMI portant sur la 4e revue FEC

Le 10 novembre 2026, une mission du FMI s'est rendue à Freetown dans le cadre de la préparation de la quatrième revue de l'accord concernant la Facilité Élargie de Crédit (FEC). Les échanges ont porté sur la gestion de la dette publique, les arriérés intérieurs, les réserves de change, la mobilisation des recettes et la gouvernance. Le FMI a relevé les progrès réalisés en matière de maîtrise de l'inflation, de consolidation budgétaire et de stabilisation des indicateurs macroéconomiques. La validation des revues et le décaissement associé restent toutefois soumis à l'examen du Conseil d'administration, attendu en décembre. Pour rappel, le Conseil d'administration du FMI avait approuvé la troisième revue au titre de la FEC en juin 2026, permettant alors le décaissement de 31,7 M USD.



# Togo

## Le gouvernement rehausse de 30,5 M EUR la subvention sur les produits pétroliers

Le gouvernement togolais a relevé de 20 Md FCFA (30,5 M EUR) l'enveloppe de subvention des produits pétroliers, désormais portée à 34,2 Md FCFA (52,1 M EUR). Inscrite au projet de Loi de finances rectificative (LFR) pour 2026, adopté en Conseil des ministres le 22 octobre dernier, cette subvention additionnelle intervient, malgré deux hausses des prix administrés, les 27 mai et 11 septembre 2026 : les prix du litre de l'essence super et du gasoil se situent respectivement à 817 FCFA (1,25 EUR) et à 766 FCFA (1,17 EUR), des hausses respectives de 20,1 % et 10,2 % par rapport à fin décembre 2025. Cet effort budgétaire vise à atténuer l'impact du choc pétrolier sur le pouvoir d'achat des ménages : directement, en limitant la hausse des prix des carburants ; indirectement, en freinant ses répercussions sur les coûts de transport, de production et de distribution des marchandises. Cette subvention additionnelle contribue à la dégradation du déficit budgétaire prévisionnel, portée à 3,4 % du PIB dans le projet de LFR 2027, contre 3 % dans la Loi de finances initiale. Ce déficit prévisionnel est cohérent avec celui anticipé par le FMI.



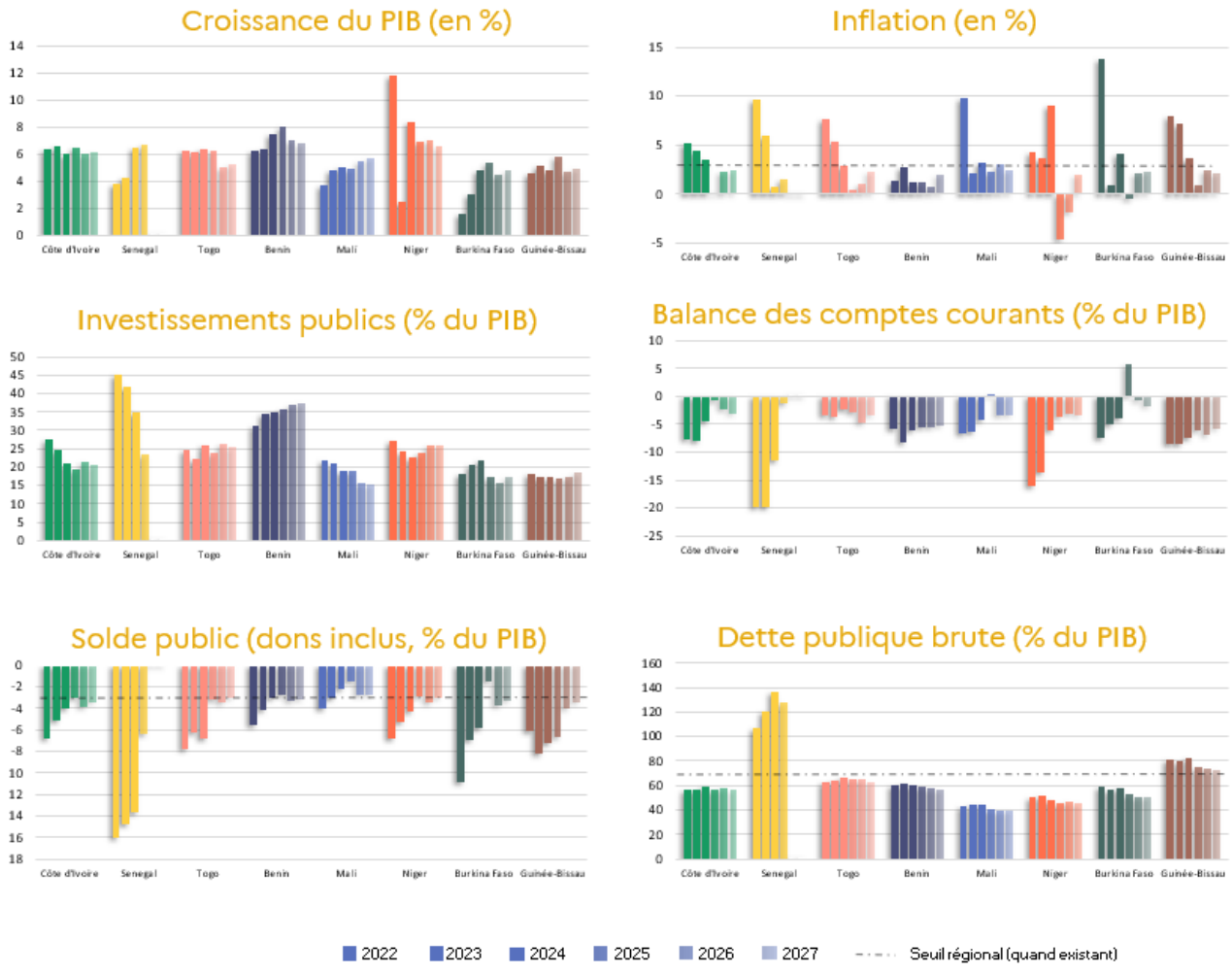
## Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2026 (1/2)

| | Croissance du PIB réel (%) | | | PIB par habitant ($) | | | Inflation (%) | | | Revenus (dons inc., % du PIB) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2025 | 2026 | 2027 | 2025 | 2026 | 2027 | 2025 | 2026 | 2027 | 2025 | 2026 | 2027 |
| Benin | 8,1 % | 7,0 % | 6,8 % | 1661 | 1799 | 1904 | 1,1 % | 0,8 % | 2,0 % | 15,9 % | 16,1 % | 16,3 % |
| Burkina Faso | 5,3 % | 4,4 % | 4,8 % | 1150 | 1316 | 1378 | -0,5 % | 2,1 % | 2,2 % | 23,6 % | 21,4 % | 21,6 % |
| Côte d'Ivoire | 6,5 % | 6,0 % | 6,1 % | 3037 | 3264 | 3432 | 0,1 % | 2,2 % | 2,5 % | 17,0 % | 17,0 % | 17,1 % |
| Guinée-Bissau | 5,8 % | 4,7 % | 4,9 % | 1315 | 1429 | 1509 | 0,9 % | 2,5 % | 2,1 % | 12,8 % | 13,7 % | 14,7 % |
| Mali | 4,9 % | 5,5 % | 5,7 % | 1238 | 1343 | 1409 | 2,3 % | 3,0 % | 2,5 % | 18,6 % | 19,0 % | 19,3 % |
| Niger | 6,9 % | 7,0 % | 6,5 % | 730 | 774 | 810 | -4,7 % | -1,9 % | 2,0 % | 12,7 % | 12,8 % | 13,0 % |
| Sénégal | 6,7 % | | | 1934 | | | 1,4 % | | | 20,8 % | | |
| Togo | 6,3 % | 5,0 % | 5,3 % | 1371 | 1480 | 1558 | 0,4 % | 1,1 % | 2,3 % | 16,6 % | 18,0 % | 17,7 % |
| Cap Vert | 6,3 % | 5,0 % | 5,0 % | 5961 | 6556 | 7011 | 2,3 % | 1,2 % | 2,8 % | 28,3 % | 26,8 % | 26,9 % |
| Gambie | 5,7 % | 5,1 % | 5,1 % | 974 | 1030 | 1087 | 7,9 % | 7,0 % | 5,8 % | 22,9 % | 25,1 % | 23,3 % |
| Guinée | 6,9 % | 7,2 % | 7,8 % | 2675 | 2797 | 3011 | 3,1 % | 6,3 % | 5,8 % | 12,5 % | 13,1 % | 13,5 % |
| Liberia | 5,1 % | 5,5 % | 5,1 % | 910 | 976 | 1023 | 8,3 % | 5,9 % | 7,1 % | 20,9 % | 24,3 % | 21,0 % |
| Mauritanie | 3,6 % | 4,4 % | 4,4 % | 2723 | 3015 | 3059 | 1,6 % | 8,0 % | 7,2 % | 22,5 % | 24,6 % | 24,4 % |
| Sierra Leone | 4,8 % | 4,0 % | 4,4 % | 874 | 946 | 962 | 7,6 % | 13,8 % | 13,0 % | 12,8 % | 12,7 % | 13,9 % |
| Afrique Subsaharienne | 4,5 % | 4,5 % | 4,5 % | 1772 | 1980 | 2116 | 12,6 % | 8,6 % | 8,6 % | 18,2 % | 18,7 % | 18,3 % |

| | Investissement public (% PIB) | | | Balance des comptes courants (% PIB) | | | Solde public (% PIB) | | | Dette publique (% PIB) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2025 | 2026 | 2027 | 2025 | 2026 | 2027 | 2025 | 2026 | 2027 | 2025 | 2026 | 2027 |
| Benin | 35,8 % | 36,9 % | 37,3 % | -5,7 % | -5,6 % | -5,2 % | -2,7 % | -3,3 % | -3,1 % | 59,3 % | 58,1 % | 56,5 % |
| Burkina Faso | 17,2 % | 15,6 % | 17,2 % | 5,8 % | -0,6 % | -1,7 % | -1,5 % | -3,8 % | -3,3 % | 53,2 % | 51,0 % | 50,9 % |
| Côte d'Ivoire | 19,3 % | 21,3 % | 20,6 % | -0,6 % | -2,4 % | -3,2 % | -3,0 % | -3,8 % | -3,5 % | 57,1 % | 57,8 % | 56,9 % |
| Guinée-Bissau | 16,7 % | 17,5 % | 18,5 % | -6,2 % | -7,0 % | -5,7 % | -6,7 % | -4,0 % | -3,5 % | 75,1 % | 73,9 % | 72,0 % |
| Mali | 18,8 % | 15,6 % | 15,2 % | 0,1 % | -3,4 % | -3,4 % | -1,5 % | -2,8 % | -2,8 % | 40,3 % | 39,7 % | 39,0 % |
| Niger | 23,8 % | 25,7 % | 25,9 % | -3,7 % | -3,0 % | -3,3 % | -2,9 % | -3,4 % | -3,0 % | 45,5 % | 46,3 % | 45,4 % |
| Sénégal | 23,4 % | | | -1,2 % | | | -6,4 % | | | 127,7 % | | |
| Togo | 24,0 % | 26,1 % | 25,3 % | -2,8 % | -4,8 % | -3,4 % | -3,2 % | -3,4 % | -3,0 % | 64,9 % | 64,7 % | 63,0 % |
| Cap Vert | 19,8 % | 19,7 % | 19,2 % | 3,4 % | -1,9 % | -2,2 % | 1,1 % | -2,0 % | -0,8 % | 115,4 % | 109,9 % | 103,6 % |
| Gambie | 23,6 % | 24,4 % | 24,7 % | -4,1 % | -5,9 % | -5,2 % | -4,7 % | 0,0 % | -1,0 % | 73,7 % | 67,4 % | 70,4 % |
| Guinée | 10,8 % | 10,8 % | 10,8 % | -14,7 % | -10,7 % | -3,5 % | -6,4 % | -3,7 % | -3,5 % | 36,3 % | 34,8 % | 31,9 % |
| Liberia | | | | -7,0 % | -19,9 % | -19,6 % | -2,1 % | -1,4 % | -2,7 % | 55,1 % | 54,0 % | 55,1 % |
| Mauritanie | 54,9 % | 55,5 % | 53,5 % | -5,8 % | -7,8 % | -7,4 % | -0,3 % | 0,0 % | 0,6 % | 40,4 % | 38,3 % | 38,5 % |
| Sierra Leone | 16,3 % | 18,0 % | 18,3 % | -5,2 % | -4,7 % | -4,2 % | -4,2 % | -2,9 % | -0,9 % | 51,4 % | 50,1 % | 45,4 % |
| Afrique Subsaharienne | 18,1 % | 19,4 % | 19,6 % | -0,8 % | -0,6 % | -0,9 % | -3,6 % | -3,7 % | -3,4 % | 56,8 % | 55,5 % | 54,5 % |

Brèves économiques
**Afrique de l'Ouest** (hors Nigéria-Ghana)

# Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2026 (2/2)





# Agenda

| Date | Lieu | Évènement |
|---|---|---|
| 12-13 novembre | Cotonou | TLC 2026 \| Transport Logistique Cotonou |
| 11-14 novembre | Conakry | Simandou Mining Summit |
| 16-20 novembre | Abidjan & Dakar | French Energy Tour 2026 - Côte d'Ivoire et Sénégal |
| 16-20 novembre | Cotonou | Cyber Africa Forum (16–17 novembre) |
| | | AfriLabs Annual Gathering (18–20 novembre) |
| 18-22 novembre | Conakry & Abidjan | French Mining Days @ SIREXE 2026 - Côte d'Ivoire et Guinée |
| 18-22 novembre | Abidjan | Salon International des Ressources Extractives et de l'Énergie (SIREXE) |
| 24-25 novembre | Paris | Ambition Africa 2026 |
| 26-28 novembre | Abidjan | 4e édition de la Nuit Panafricaine du Bâtiment |
| 27 novembre - 13 décembre | Lomé | Foire Internationale de Lomé |
| 30 nov -2 déc | Cotonou | Bpifrance - Business France / Parcours Business International |

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

**Abonnez-vous :** abidjan@dgtresor.gouv.fr **& suivez notre page** LinkedIn